

# La corruption réduit le potentiel des pays

## Partage international n° 200 - Avril 2005

Interview de Peter Eigen par Andrea Bistrich

*La corruption sévit aujourd'hui dans une soixantaine de pays, et le secteur public est miné par la pratique des pots-de-vin. Cette constatation émane du rapport annuel de Transparency International (TI), qui publie l'Indice de perception de la corruption (CPI) 2004.*

*Parmi les 146 pays étudiés, 106 ont obtenu une note inférieure à 5 sur 10 (la note 10 indiquant l'absence de corruption). Soixante pays se trouvent en dessous de 3 sur 10, ce qui indique une corruption quasi généralisée. La corruption la plus répandue se rencontre au Bangladesh, en Haïti, au Nigéria, au Tchad, au Myanmar, en Azerbaïdjan et au Paraguay, des pays dont la note est inférieure à 2.*

*Selon le professeur Peter Eigen : « La corruption dans les projets nationaux de grande envergure est un obstacle majeur au développement durable. Il entraîne une perte importante de financements publics dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la lutte contre la pauvreté, à la fois dans les pays développés et dans les pays en voie de développement. »*

*Andrea Bistrich l'a interviewé pour Partage international.*

**Partage international :** *Qu'est-ce que Transparency International ?*

**Peter Eigen :** Transparency International (TI) est une ONG internationale engagée dans la lutte contre la corruption, basée à Berlin. Nous réunissons la société civile, des entreprises et des gouvernements dans une coalition pour tenter d'infléchir tant la demande que l'offre de corruption. Au niveau international, TI fait un travail d'éducation sur les effets néfastes de la corruption. Nous préconisons certaines réformes politiques, nous encourageons la mise en œuvre de conventions multilatérales et vérifions ensuite leur application par les gouvernements, les entreprises et les banques.

**PI.** *Avec ses 90 délégations dans le monde entier Transparency International est la première ONG internationale de lutte contre la corruption. Vous l'avez fondée en 1993. Qu'est-ce qui vous a motivé à*

*cette époque ?*

**PE.** Pour moi personnellement, ce fut au Kenya que l'idée initiale de Transparency International est née, quand j'ai vu d'un côté l'énorme gaspillage qu'entraînait la corruption, et par ailleurs l'incapacité des institutions internationales comme la Banque mondiale à affronter ce fléau, qui détruit tant de vies. La liste des exemples est longue. En particulier, deux projets au Kenya, le barrage de Turkwell et le programme de déviation des eaux de pluie à Mzima, m'ont convaincu de m'engager dans la lutte contre la corruption. J'ai alors quitté la Banque mondiale et fondé TI.

**PI.** *La corruption semble être répandue plus ou moins tout autour de la planète. Qu'est-ce qui, d'après vous, corrompt les gens ?*

**PE.** La corruption remonte à des temps très anciens, mais elle se retrouve plutôt dans des sociétés où il n'y a pas de règles transparentes et équitables, avec des mécanismes assurant leur application, et là où les citoyens ordinaires et les commerçants ne trouvent pas les conditions permettant de conduire les affaires dans une saine concurrence. C'est lorsqu'il n'y a ni égalité des chances ni transparence dans l'application de la loi que la corruption se développe le plus.

Dans les pays où la transparence est bien ancrée dans la culture - où règnent la liberté et où les systèmes d'information sont bien développés -, la corruption est bien moins forte. Il faut qu'il y ait une volonté politique et une éthique du service public (ceci s'applique aussi de nos jours au secteur privé, car la vie d'une entreprise a des retombées sur ses employés, ses clients, ses actionnaires et bien évidemment sur les communautés au sein desquelles elle opère). Si les politiques volent l'argent des coffres de l'Etat, ils perdent la confiance du public, et il devient très difficile de contrer la corruption en l'absence de protestation du public et d'un changement de dirigeants.

**PI.** *L'Indice de perception de la corruption (CPI) de Transparency International classe les pays en fonction du degré de perception de la corruption régnant au sein de leurs fonctionnaires et dirigeants. Pourquoi le CPI est-il basé seulement sur des perceptions ? Et les perceptions de qui ?*

**PE.** Il est difficile d'établir des niveaux comparatifs de corruption dans différents pays à partir de données empiriques, par exemple en comparant le nombre des procès en justice. Cette méthode

pourrait refléter aussi bien la qualité des investigateurs et des plaignants que le niveau réel de corruption. La meilleure méthode dont nous disposons pour rassembler des données comparables, est donc de s'attacher à l'expérience et aux perceptions de ceux qui sont directement confrontés à la réalité de la corruption dans un pays donné. Le CPI de TI est un indice composite, qui se réfère à des sondages d'opinion dans les milieux d'affaires et à diverses études conduites dans le monde entier par des experts résidants dans les pays concernés.

**PI.** *Le CPI est-il une mesure fiable du niveau de corruption d'un pays ?*

**PE.** Les diverses études qui constituent le CPI se concentrent sur les niveaux de corruption dans le secteur public, en définissant la corruption comme l'abus d'un poste public pour un profit personnel. Il existe une corrélation forte entre les résultats de ces différentes études et l'opinion des gens du pays ou des expatriés, mais il y a aussi des cas où le CPI indique un manque de consensus et ne donne pas une idée claire du niveau réel de corruption, et ceci est indiqué par l'indice de fiabilité sur les résultats, que nous publions aussi. Le CPI est en fait une enquête permanente sur trois années, ce qui permet d'éviter les variations temporaires. Cela implique qu'il faudra quelques années pour qu'une modification sensible des niveaux de corruption apparaisse dans le CPI.

**PI.** *Y a-t-il un pays dans le monde qui soit exempt de corruption ?*

**PE.** La corruption se retrouve partout et, naturellement, il est important de garder présent à l'esprit que celui qui offre un pot-de-vin dans un pays est souvent le représentant d'une société étrangère, et donc l'évaluation du niveau de corruption d'un pays doit tenir compte de la propension de ses entreprises à corrompre à l'étranger. TI a fait un sondage sur les payeurs de pots-de-vin en 2002 pour déterminer la propension des entreprises de 21 pays exportateurs à offrir des pots-de-vin sur les marchés émergents. L'Australie s'est classée comme le pays le moins corrompteur, avec un score de 8,5 sur 10, et la Russie bon dernier avec un score de 3,2 sur 10. Le CPI montre que la Finlande est le pays qui est perçu comme le moins corrompu des 146 pays étudiés. Dans l'ensemble, les pays nordiques apparaissent en effet comme les moins corrompus - ce qui résulte principalement d'une culture de transparence dans laquelle œuvrent leurs gouvernements, et d'un très large accès de leurs populations à l'information.

**PI.** *Quels sont les pays qui ont le plus progressé en*

*2004 ? Et avez-vous des exemples de pays qui ont reculé ?*

**PE.** Des progrès ont été observés entre 2003 et 2004 en Autriche, au Botswana, dans la République Tchèque, au Salvador, en France, en Gambie, en Allemagne, en Jordanie, en Suisse, en Tanzanie, en Thaïlande, en Ouganda, aux Emirats Arabes Unis et en Uruguay. Par ailleurs, on voit des améliorations à long terme de la situation en Colombie, en Bulgarie, en Estonie, à Hong Kong, au Mexique et en Espagne. Parmi les pays dont la note a baissé entre 2003 et 2004 se trouvent Bahreïn, le Belize, Chypre, la République Dominicaine, la Jamaïque, le Koweït, le Luxembourg, l'île Maurice, Oman, l'Arabie Saoudite, le Sénégal, et Trinidad et Tobago. Des tendances à la détérioration à long terme sont aussi observées en Argentina, en Equateur, en Pologne et au Zimbabwe.

**PI.** *Lors de la publication récente du CPI vous avez déclaré que la corruption prive les pays de leur potentiel, en particulier les pays riches en pétrole. Pouvez-vous expliquer ?*

**PE.** Les pays riches en pétrole comme l'Angola, l'Azerbaïdjan, l'Irak, le Venezuela et beaucoup d'autres montrent de très hauts niveaux de corruption malgré l'importante richesse potentielle que constituent leurs ressources naturelles. Ils n'ont pas réussi à introduire des structures de gouvernance adéquates pour garantir l'équité des contrats publics, c'est-à-dire des contrats où la décision finale serait prise sur la base du mérite et du rapport qualité-prix plutôt qu'en fonction des copinages et de la taille des pots-de-vin. Les pays riches en pétrole comme l'Irak, le Nigeria et le Soudan possèdent un gros potentiel mais si leurs ressources naturelles ne sont pas gérées sagement et dans l'intérêt du pays dans son ensemble, le pétrole pourra alors devenir une source d'instabilité politique, les élites corrompues luttant pour s'approprier les richesses alors que le gros de la population n'en bénéficie en rien. Dans le cas de l'Irak, le pétrole est de loin le secteur économique le plus important de ce pays. Sans l'instauration de mesures fortes contre la corruption dans le secteur pétrolier, la reconstruction de l'Irak sera une occasion perdue, car elle nourrira les rivalités pour le pouvoir et l'argent entre les minorités, pendant que des multinationales probablement peu scrupuleuses travailleront main dans la main avec des Irakiens corrompus.

**PI.** *Y a-t-il un lien entre corruption et pauvreté - les pays pauvres sont-ils plus corrompus que les autres ?*

**PE.** Il ne fait aucun doute que la corruption est un piège pour les pays pauvres. En l'absence de règles claires, équitables, ni les hommes d'affaires internationaux ni les petits commerçants locaux

honnêtes ne peuvent croire en l'équité du système de la concurrence. Ceci dissuadant les investisseurs, le commerce local se retrouve étouffé par des mastodontes d'Etat ou des oligarques (dans le pire des cas, l'entourage même des élites politiques). L'exemple des pays riches en pétrole montre que ce n'est pas seulement la pauvreté qui favorise la corruption – nous avons l'exemple du Botswana ravagé par le sida, où la corruption est perçue comme moins importante que chez certains membres de l'Union européenne comme la Grèce et l'Italie, ce qui nous montre que des pays en voie de développement peuvent être moins corrompus que des pays riches.

**PI.** *Certains gouvernements se demandent s'il est vraiment utile d'offrir de l'aide à des pays que l'on considère comme corrompus. Est-ce que le CPI peut constituer une aide à la prise de décision en matière d'aide internationale ?*

**PE.** Lorsque qu'un régime corrompu tombe et qu'un nouveau gouvernement donne plus de liberté aux médias et au public, des scandales émergent. Cette situation peut laisser penser que la corruption est importante à ce moment précis alors que cette perception est le résultat de la nouvelle transparence qui met soudain en lumière les erreurs du passé et du présent. C'est pourquoi il est important d'utiliser les données du CPI parallèlement à d'autres indicateurs de progrès, comme l'indépendance de la justice, la transparence du budget et la volonté politique de lutter contre la corruption — parce qu'un pays qui part d'un haut niveau de corruption devrait être encouragé à résoudre ses problèmes plutôt que d'être jugé sur son passé.

TI n'encourage pas les pays donateurs d'aide à utiliser le classement fourni par le CPI pour déterminer quels pays doivent la recevoir, et ceux qui en seront privés. Les pays qui partent d'un haut niveau de corruption ont en fait particulièrement besoin d'aide pour sortir de cet environnement de corruption. Les politiques d'aide devraient davantage tenir compte de la volonté d'un gouvernement de procéder à des réformes anti-corruption sérieuses plutôt que de s'attarder sur le bilan passé du pays. Les donateurs devraient rechercher la volonté politique et l'engagement à introduire des réformes durables du système.

**PI.** *La corruption semble être moindre dans les pays développés. Comment peuvent-ils apporter leur soutien aux pays qui souffrent le plus de ce problème ?*

**PE.** Tout d'abord, les gouvernements des pays développés devraient faire respecter la Convention anti-corruption de l'OCDE (Organisation pour la

coopération et le développement économique) qui, depuis qu'elle a été signée en 1999, a déclaré illégale la corruption de fonctionnaires en poste à l'étranger. Nous attendons toujours les premières condamnations en vertu de cette législation (et non les cas traités en vertu de la loi américaine antérieure, la Loi sur les pratiques de corruption à l'étranger). En plus d'allouer plus de ressources aux poursuites judiciaires, les gouvernements et les entreprises devraient travailler main dans la main pour renforcer les bonnes pratiques et la transparence dans le secteur privé dans son ensemble.

Les pays développés devraient aussi ratifier la Convention des Nations unies, qui facilitera la coopération internationale dans la lutte contre la corruption, en gelant les comptes en banque de fonctionnaires corrompus ou en extradant des responsables de corruption pour les présenter à la justice de leur pays.

En outre, en tant que donateurs, les pays développés pourraient apporter leur aide dans la mise en place de réformes systémiques, en formant les juges et les fonctionnaires, en favorisant la croissance des PME, de façon à ce que le secteur privé local puisse commencer à entrer en concurrence sur un pied d'égalité avec celui des pays développés.

**PI.** *Comment le monde peut-il éliminer la corruption ?*

**PE.** La lutte contre la corruption est aujourd'hui reconnue comme un pas indispensable si l'on veut trouver des solutions durables aux problèmes globaux tels que la pauvreté et la violence. Les gouvernements, les entreprises et la société civile ont formé une coalition globale contre la corruption, et mettent maintenant en place tout un arsenal d'outils concrets pour la contrôler, tissant une véritable mosaïque pour l'intégrité et la responsabilité. Nous devons nous assurer que ce niveau de conscience des effets dévastateurs de la corruption ne faiblisse pas dans le public, parmi les multiples problèmes auxquels l'humanité est aujourd'hui confrontée. Les gouvernements, le secteur privé et la société civile doivent collaborer si étroitement que les corrompus ne puissent plus trouver le moindre endroit dans le monde où se cacher.

Information : [www.transparency.org](http://www.transparency.org)

**Auteur :** Andrea Bistrich, collaboratrice de Share International résidant à Oberhaching (Allemagne).

**Thématiques :** [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

**Rubrique :** [Entretien](#) ()